



Arguments

Fiscalité : rétablir la vérité sur l'action de la droite ; construire la justice fiscale

14 avril 2011

1. Après avoir baissé les impôts des plus riches, la droite a augmenté les impôts des classes moyennes et populaires

- **En 2007, Nicolas Sarkozy avait promis qu'il baisserait les impôts et protégerait les classes moyennes**
- Depuis son élection, **il a gaspillé 40 milliards d'euros en cadeaux fiscaux pour les ménages les plus riches et les grands groupes** (loi TEPA, bouclier fiscal, TVA réduite sur la restauration...).
- **Ces dépenses fiscales inutiles et injustes ont creusé les déficits**. La politique du gouvernement explique ainsi les deux tiers du déficit abyssal de la France (selon la Cour des Comptes).
- Résultat de cette politique calamiteuse : **le gouvernement augmente les taxes et les impôts qui pèsent sur tous les Français**. En 2011, la hausse représente 11 milliards pour le porte-monnaie des classes moyennes et modestes. *Contrairement à ses mensonges, la droite augmente massivement les impôts*. Par exemple :
 - **Suppression de l'avantage fiscal pour les nouveaux mariés et pacsés** à compter du 1er janvier 2011 (500 millions d'euros) ;
 - **TVA à 19,6% sur les offres Internet « triple play » (internet, télévision, téléphonie)** : (1,1 milliard) ;
 - **Augmentation des taxes pour financer les retraites** (3,7 milliards d'euros) ;
 - **Augmentation des taxes pour le remboursement de la dette sociale** (3,55 milliards d'euros) ;
 - **Taxation des avantages en nature des restaurateurs** (120 millions) ;
 - **Taxation des associations en zone de revitalisation rurale** (110 millions) ;
 - **Taxation des entreprises innovantes** (57 millions) ;
 - **Moindres exonérations pour les HLM** (360 millions) ;
 - **Suppression de l'exonération spécifique sur les salaires des emplois à domicile** et des structures agréées (460 millions d'euros)
 - **Abandon du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt immobilier**, etc.
- **Ces hausses se reportent directement sur les prix de la vie quotidienne et les classes moyennes et populaires sont les premières touchées**

2. Avec N.Sarkozy, la casse sociale et la hausse des impôts vont continuer

- **En 2012, après 10 ans de gestion par la droite, l'état des finances publiques nécessitera des efforts** : la dette atteindra 1800 milliards d'euros, deux fois plus qu'en juin 2002 (900 milliards).
- Si le gouvernement veut atteindre son objectif de ramener le déficit public sous la barre des 3% en 2013 (60 milliards), cela implique de trouver 80 milliards d'euros en deux ans (le déficit actuelle est de 140 milliards). Comme l'a montré la Cour des Comptes, **atteindre cet objectif implique nécessairement une forte hausse des impôts**.
- **Les socialistes demandent au gouvernement d'être transparent avec les Français** : quels impôts seront augmentés pour y parvenir ? Les français doivent savoir sur qui pèseront les hausses que la droite imposera de toute façon pour réduire le déficit.

3. Un autre choix est possible : celui que proposent les socialistes

- **Il y a un chemin pour rétablir les comptes publics**, mais il suppose de ne pas confondre sérieux et austérité. Ce chemin, c'est celui que nous proposons : des mesures pour raviver la croissance dès l'été 2012 ; **une nouvelle politique industrielle pour rendre cette croissance durable ; l'annulation de dépenses fiscales injustes et inutiles voire néfastes pour l'économie**.

- **La politique économique que nous proposons donne les moyens à la France de retrouver à partir de 2013 une croissance autour de 2,5%.** Nous affecterons une partie des fruits de la croissance au **désendettement** en maintenant la progression des dépenses publiques à un niveau inférieur à la croissance. Mais, de même qu'il serait illusoire de vouloir redresser les comptes sans une politique économique favorable à la croissance, il n'est pas possible de rééquilibrer nos finances, sans trouver des ressources nouvelles. Nous procéderons également à des redéploiements pour financer sans impact sur les comptes publics une partie de nos priorités.

4. Nous supprimerons 50 milliards de dépenses inutiles créées par la droite

- **La droite depuis 2002 a créé plus de 70 milliards de dépenses fiscales inutiles, dont 40 milliards depuis 2007, décisions sans efficacité économique et injustes socialement**
- **Sur ces 70 milliards, nous en annulerons 50 milliards** Pour cela, il sera procédé à une évaluation de l'utilité sociale et économique de toutes les niches fiscales et sociales. **Celles qui sont inefficaces ou trop coûteuses seront supprimées ou re-calibrées.** Cet examen concernera en particulier:
 - **L'impôt sur la fortune** aujourd'hui « criblé » de niches et qui va être massivement réduit dès cet été comme vient de l'annoncer le gouvernement (-40%).
 - **La niche Copé de défiscalisation des plus-values** de cession de filiales, qui pousse au dépeçage des entreprises tout en vidant les caisses de l'Etat (7 milliards par an).
 - **La détaxation des heures supplémentaires**, mesure imbécile qui coûte plus de 4 milliards par an et qui revient à subventionner le chômage.
 - **Le taux réduit de TVA dans la restauration** (d'un coût de plus de 3 milliards par an) qui a été mis en place sans contrepartie en termes d'emploi et sans baisse de prix pour les consommateurs.
 - **Les contributions fiscales et sociales des stock-options** et des bonus, qui sont aujourd'hui dérogatoires, et qu'il faudra aligner sur celle des revenus du travail.
 - **Les revenus du capital**, qui sont aujourd'hui moins taxés que ceux du travail, ce qui revient à favoriser la rente sur l'activité.
 - **Les dispositifs de défiscalisation** sur l'immobilier privé (type Scellier) qui ne font qu'alimenter la spéculation.

5. Les économies que nous réaliserons permettront de financer des mesures qui bénéficieront à tous les Français

- Nous consacrerons la moitié de ces 50 milliards et le 1/3 des recettes de la croissance au **remboursement de la dette creusée par la droite, que nous ferons baisser dès 2014, aux comptes sociaux, dont nous rétablirons l'équilibre et à la réduction des déficits, que nous ramènerons en dessous de 3%.**
- **L'autre moitié permettra de financer les mesures et secteurs dont la France et les Français ont besoin, nos priorités.**
 - **L'emploi, la recherche et l'innovation**, l'aide aux PME, la conversion écologique de l'économie
 - **L'éducation et la jeunesse** : moyens pour la réforme de l'éducation nationale, enseignement supérieur, allocation d'études pour les jeunes en formation, droit à la formation initiale différée tout au long de la vie, création de places en crèches...)
 - **La santé** (création de maisons médicales, moyens pour l'hôpital public...)
 - **La sécurité et la justice** (recrutement de 10 000 agents des forces de l'ordre supplémentaires, une justice qui a les moyens de fonctionner, des sanctions justes appliquées rapidement...)